



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 452 du 23 octobre 2026

- **Macron en déroute crée un climat de guerre civile. Jeunes, travailleur-es, organisons-nous, préparons la riposte le 24 et après, vers le 5 et la grève générale** - Isabelle Ufferte
- « *Cyber chaos* », « *IApocalypse* » ou le chaos et l'apocalypse du capitalisme sénile - Daniel Minvielle

Macron en déroute crée un climat de guerre civile. Jeunes, travailleur-es, organisons-nous, préparons la riposte le 24 et après, vers le 5 et la grève générale

Le 17 octobre, une contestation globale de leur monde a éclaté dans tout le pays, écrite sur les dizaines de milliers de pancartes, une vaste convergence pour un soulèvement général contre leur système, leur violence de classe, violence d'Etat, l'extrême-droite. « ACAB », « *Qui sème la misère récolte la révolte* », « *Aux armes !* », « *La jeunesse emmerde le Front National* »...

Plus de 1 700 actions partout en France recensées par les organisateurs. « *Gilet jeune* » arborait une manifestante... synthèse de la jonction et des convergences en cours face à un gouvernement failli, aux abois, qui n'a d'autre réponse que la violence et les provocations. Un pouvoir qui de Paris à Bordeaux, Lyon, Marseille, Lille... n'avait pas anticipé la profondeur de la colère et espérait qu'en noyant d'entrée les rassemblements sous les lacrymos, il sèmerait un chaos suffisant pour faire peur.

Mais la révolte, impressionnante de détermination, de fierté, de joie de la lutte, de solidarités, mélangée comme jamais, a envahi toutes les villes malgré les scènes saisissantes, les gaz asphyxiants, les grenades assourdissantes, les LBD, les mutilations. Avec cette conviction intime qui se voyait, se discutait, que quelque chose est en train de changer, en profondeur, avec la conscience de l'urgence et de l'inéluctabilité de l'affrontement.

Les centres-villes se sont transformés en manifestations géantes, bien supérieures à celles du 6 octobre, impossibles à quantifier tant les rues débordaient d'une multitude de cortèges se recomposant sous les lacrymos et les canons à eau. Les « *forces de l'ordre* » armées jusqu'aux dents, qui depuis des semaines défient les lycéens, brutalisent et arrêtent des centaines de mineurs, tandis que Lecornu traite les blocus de « *violences urbaines* », ont ce jour-là été dépassées, incapables de maîtriser la révolte. Des lignes de CRS et de gendarmes mobiles ont été débordées dans l'affrontement avec des milliers de jeunes faisant face, prêts à en découdre, défiant l'Etat, sa police, la tournant en dérision en direct sur les réseaux,

s'en prenant aux lieux de pouvoir et à des centaines de commerces dans tout le pays. Des scènes inédites de pillage, conséquences des violences policières provocatrices attisant la colère et la haine du système, ont dès lors tourné en boucle sur toutes les chaînes télé de CNews à France 2, cette dernière transformant le journal du lendemain en véritable « *clip de propagande* » pour reprendre l'expression de la CGT France Télévisions. La veille, 780 étudiants en journalisme dénonçaient dans une tribune la couverture du mouvement par la chaîne publique entre le 28 septembre et le 1^{er} octobre : « *75 % du temps des sujets abordaient la dégradation matérielle, 8 % les revendications et seulement 3 % concernaient les violences policières, soit 47 secondes* ».

Déferlement sécuritaire et répressif, le pouvoir aux abois fait le choix de pousser à l'affrontement en créant un climat de guerre civile

C'est une propagande d'Etat à la mesure de leur trouille que Macron a peaufinée dans son allocution le 18, sommant les syndicats et partis de « *condamner sans ambiguïté* » les violences, dénonçant les « *casseurs* », « *pilleurs* », « *délinquants* », les « *factieux issus de groupuscules d'ultragauche* » et, en vrac, LFI, RP, les deux NPA... Dans la foulée Larcher, président du Sénat, estimait à la suite de Retailleau que « *l'interdiction de LFI est posée* » tandis que s'ouvre le procès de Rima Hassan pour laquelle le parquet a requis deux ans d'inéligibilité et dix mois de prison avec sursis pour avoir « *banalisé* » dans un tweet (supprimé) un attentat du Front populaire de libération de la Palestine en 1972... Bellamy, LR, promettait lui dimanche sur BFM la prison à Philippe Poutou accusé d'« *inciter à la violence et au chaos* »...

Dès dimanche, des couvre-feux étaient instaurés pour les mineurs avec, à Paris, sirènes stridentes et survol d'héli-

coptère équipé de projecteur puissant, tout en laissant parader à Lyon des bandes de l'ultradroite tandis que les interdictions de manifestations étudiantes se multiplient depuis. Un climat de guerre civile.

Darmanin, garde des sceaux drapé dans son costume d'ex premier flic qui avait organisé la répression des émeutes de 2023, court les plateaux télé, se targuant des 2500 gardes à vue du week-end dont 917 ont été déférées avec poursuites. Avant le 17, 6000 interpellations avaient déjà eu lieu, pour l'essentiel des mineurs. Et Darmanin promet un nouvel arsenal sécuritaire, dont l'utilisation de l'IA pour la reconnaissance faciale, et une justice d'exception. Les tribunaux, débordés, sont appelés à faire de l'abattage et à être « *impitoyables* ». Sur la seule première journée, 150 jeunes ont été condamnés à de la prison, ferme la plupart du temps : trois mois pour des chaussures, un an avec mandat de dépôt pour un pavé, du sursis pour un pack d'eau et un drapeau tricolore, ou encore 14 mois fermes requis avec déferrement pour une boîte de lait infantile. La plupart de ceux qui refusent la comparution immédiate sont emprisonnés en attendant leur procès... dans plusieurs mois. Une justice de classe, ce que Lecornu appelle une « *réponse pénale massive* ». Et ceux condamnés au pénal passeront devant des tribunaux civils promet Darmanin « *dans plusieurs jours, plusieurs semaines [...] On va faire condamner les personnes, je l'espère, à rembourser le préjudice qu'ils ont commis* ».

Le pouvoir acculé s'enferme dans l'escalade policière. Nuñez a annoncé pour samedi, jour de l'acte II, de nouvelles interdictions de manifester, le recours aux drones, à des blindés, aux militaires de la force Sentinelle et aux unités d'élite de police et de gendarmerie. Et peu importe que les tribunaux aient été obligés d'annuler des interdictions de manifestation ce jeudi, dont à Paris celle de l'inter-facs quelques minutes après l'intervention de Macron qui se voulait martiale, promettant d'interdire toute manifestation non syndicale ! Pris dans l'engrenage de sa politique, il est prêt à tout, n'ayant d'autre réponse que la répression, une dérive dictatoriale face aux exigences d'une génération pour qui le soulèvement est une urgence vitale.

Hors de question pour Macron et les classes dominantes de lâcher quoi que ce soit, même pas les 10 milliards réclamés par des syndicats étudiants qui équivalent à peine aux profits engrangés par TotalEnergies sur six mois, entièrement redistribués aux actionnaires. Le gouvernement entend récupérer 54 milliards dans les dépenses publiques pour satisfaire les exigences de la finance, des « marchés » pour que les fortunes des milliardaires continuent à prospérer alors que l'économie s'enfonce dans une crise mondiale dont la France est un maillon faible. Plus de 72 000 entreprises ont déposé le bilan depuis le début de l'année. Le parasitisme des classes dominantes n'en est que plus brutal.

Il y a 20 ans, les 500 plus grandes fortunes professionnelles françaises cumulaient 170 milliards d'euros. Aujourd'hui c'est 1 128 milliards, + 564 % ! Le Sénat, peu suspecté d'ultragauchisme, évaluait l'an dernier à 211 milliards les ca-

deaux faits aux entreprises de plus de 5000 salariés sur un an. Bercy vient lui d'annoncer 165 milliards versés « *sans contrepartie équivalente* » (sic). Même largement sous évalués, ces chiffres donnent la mesure du « *pillage* » des caisses publiques par les vrais « *casseurs délinquants* ». Sans oublier les intérêts de la dette, ce racket fabuleux qui ruisselle sur les milliardaires, 79,2 milliards cette année, 91,2 milliards prévus pour 2027, plus de 100 à l'horizon 2028, alors que le gouvernement prévoit d'emprunter 340 milliards d'euros supplémentaires en 2027, et que les taux auxquels les banques acceptent de « prêter » à la France viennent de dépasser pour la première fois les 5 %.

Une révolte et un retentissement internationaux

Espagne, Italie, Belgique, Portugal, Allemagne, Serbie, Albanie, France..., dans toute l'Europe, c'est une même révolte de la Gen Z, des travailleur-es, une même conjonction des colères qui est à l'œuvre. Des révoltes qui se nourrissent, s'encouragent, découlant des mêmes causes.

« *Des rues de Milan, de Madrid et de Tirana aux barricades devant les lycées de France, une vague mondiale de manifestations menées par la jeunesse met les gouvernements sous pression* écrit le quotidien indien *The Business Standard* [...] *Pendant que les gouvernements sont aussi incapables de doser la répression policière que de répondre aux demandes d'argent public, cet automne 2026 vient montrer que la jeunesse, partout dans le monde, n'a plus l'intention de demander la permission de prendre en main son avenir* ».

Le média espagnol *El Salto* écrit « *Dans le sillage des soulèvements de 2025 (qui au Népal, à Madagascar, au Bangladesh ou en Bulgarie ont contribué à la chute du gouvernement), une jeunesse politisée, qui n'en peut plus d'être privée d'avenir, fait résonner en Europe les échos des révolutions de la génération Z [...] Les jeunes sont partout devenus le cœur de coalitions plus larges formées avec d'autres milieux sociaux qui partagent leur colère, pour se mobiliser contre les inégalités, les privilèges, la corruption, la chute du niveau de vie, la pauvreté et la crise économique* ».

Cette crise mondialisée globale, économique, environnementale, politique et démocratique avec la montée des extrêmes droites, ne laisse d'autre choix aux jeunes générations, jusqu'au cœur des puissances occidentales, que de se soulever pour un autre monde, contester la domination d'une ultra minorité qui accapare l'ensemble des richesses produites à l'image d'un Elon Musk, dont la fortune vient de repasser au-dessus de 1000 milliards de dollars ou d'un Bernard Arnault.

Mettre en échec le coup de force de Macron-Lecornu, jeunes, travailleur-es, ensemble construisons nos comités de mobilisations vers la grève générale

La révolte de la jeunesse partie des lycées d'Outre-Mer et des quartiers populaires, qui s'est étendue jusqu'aux lycées privilégiés, aux universités et aux grandes écoles, a changé la donne. Sa détermination, son émancipation de

l'autorité et de la « morale » des classes dominantes faillies sont contagieuses. Une large fraction des travailleur-es, des classes populaires non seulement soutient la jeunesse en lutte mais s'en sent partie prenante. Et les leçons de la répression des gilets jaunes, des émeutes après la mort de Nahel, des luttes environnementales de Notre Dame des Landes ou de Sainte Soline sont présentes dans les esprits.

Les syndicats, qui n'avaient prévu aucune journée interpro depuis la rentrée et n'avaient fixé la date du 5 novembre que sous la pression du mouvement pour tenter de reprendre la main, sans même évoquer la date du 17 octobre dans l'appel de l'intersyndicale, ont été obligés d'essayer de suivre la jeunesse qui a son propre tempo.

Lecornu les convoquait ce mercredi pour « *discuter de la sécurité des manifestations* ». Sophie Binet, qui participait à la causerie pour la CGT, ne pouvait faire autrement que d'appeler à la sortie à « *franchir un nouveau cap dans la mobilisation* », annonçant que la CGT serait présente à l'acte II, affirmant « *Il faut que les travailleurs et les travailleuses organisent des AG partout, sur tous les lieux de travail, avec tous leurs collègues, dans tous les services, pour généraliser la grève le 5 novembre et après. Quand les travailleurs et les travailleuses s'arrêtent, le pays s'arrête, l'économie est bloquée et nos revendications seront entendues* »... Solidaires, non invité, avait fait savoir son refus de « *répondre à l'injonction à dénoncer les violences* » et appelle également au 24 et à la généralisation de la grève : « *La réponse aux violences institutionnelles et sociales, c'est de convaincre autour de nous, d'organiser les discussions sur la grève sur les lieux de travail, de s'auto-organiser en assemblées générales pour convaincre aussi que c'est par la grève et le blocage de l'économie que nous allons gagner [...] Préparons la reconduction dès le 5 novembre pour bloquer le pays jusqu'à la satisfaction de nos revendications* ».

Pour la confédération CGT, « *la seule voie de sortie de crise est la réponse immédiate aux revendications sociales* », ce que porte toute la gauche institutionnelle dont Mélenchon qui déclarait après le 17 « *Notre jeunesse a besoin qu'il y ait une bonne fin à cette séquence. Ses revendications doivent être entendues* ».

Mais Macron mène la politique voulue par le CAC40 et ne veut ni ne peut faire la moindre concession. La « *sortie de crise* » ne peut-être que brutale.

Le RN qui tient son congrès ce week-end, sous la protection de la police, se fait le champion de l'ordre établi, et affirme que seule Le Pen protégera « *de la violence de l'extrême gauche* ». « *Face au chaos, la France en ordre* » répète Bardella.

Ils nous démontrent qu'il ne peut y avoir de « *bonne fin* » ni de « *revendications entendues* », qui plus est « *satisfaites* », sans remise en cause de leur système, sans contestation de la propriété capitaliste et du pouvoir des milliardaires, de leur appareil d'Etat, sans réorganisation et planification de la production, de la distribution et sans que le monde du travail, les prolétaires postulent au pou-

voir, à imposer la démocratie de ceux qui font tout tourner dans la société.

L'affrontement qui débute transforme les consciences, libère les esprits. La jeunesse et d'importantes fractions du monde du travail changent le regard qu'elles ont sur elles-mêmes, prennent confiance dans la possibilité d'agir collectivement.

Les AG, les regroupements militants, les comités de mobilisation, les coordinations qui ont commencé à se construire sont autant de cadres dans lesquels se discutent les possibilités et les enjeux de la situation, la nature de l'affrontement. Ce sont autant de lieux d'organisation pour contrôler et décider nous-mêmes de notre mouvement, de ses objectifs, de ses formes, de comment l'étendre pour la « *généralisation de la grève* », le blocage de l'économie, contre la répression -en commençant par exiger l'amnistie des condamné-es du mouvement- et contre l'extrême-droite.

La « *sortie de crise* », la révolution en marche. L'affrontement mûrit

« *Ceux qui ont pillé doivent rembourser. Chiche !* » ont répondu les initiateurs du 17 octobre dans l'appel pour l'Acte II ce 24 octobre : « *La violence débridée, nous l'avons vue [...] La loi sur l'état d'urgence date du 3 avril 1955. Elle a été écrite pendant la guerre d'Algérie, pour la guerre d'Algérie. Le 5 octobre 1961, le préfet de police Papon imposait aux seuls « Français musulmans d'Algérie » un couvre-feu à Paris et en banlieue, de 20 h 30 à 5 h 30. Le 17 octobre 1961, des dizaines de milliers d'Algériennes et d'Algériens ont manifesté pacifiquement contre ce couvre-feu raciste. La police de Papon les a massacrés.*

En 2005, après la mort de Zyed et Bouna à Clichy-sous-Bois, le gouvernement a ressorti cette loi pour imposer des couvre-feux aux quartiers populaires. De novembre 2015 à novembre 2017, l'état d'urgence a servi à interdire 155 manifestations et à prononcer 639 interdictions individuelles de manifester, selon Amnesty International. Dès la COP21, 26 militant-es écologistes ont été assigné-es à résidence. En 2019, contre les Gilets jaunes, la loi « *anticasseurs* » a voulu permettre aux préfets d'interdire à une personne de manifester : le Conseil constitutionnel a censuré cette mesure. En mai 2024, sous l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie, le gouvernement a coupé TikTok pendant deux semaines ». Ils exigent la démission de Macron et appellent « *Gilets jaunes et Gen Z, lycéen-es, étudiant-es, paysan-es, pompier-es, ouvrier-es, profs, soignant-es, défenseur-euses du climat, habitant-es des quartiers, retraité-es : tous ensemble, toutes ensemble !* »¹

Le 24 est une nouvelle étape vers le rassemblement de toutes les forces ouvrières et populaires, vers la grève générale et un mouvement d'ensemble impulsé par le monde du travail et la jeunesse. La maturation s'accélère, dans le prolongement des mouvements passés, contre la loi travail et Nuit debout de 2016, les Gilets

1 <https://17octobregiletjaune.net/>

Jaunes, la réforme des retraites... et les expériences de collectifs et AGs de lutte qui en sont nés.

Ces évolutions, cette dynamique pousse les militant·es révolutionnaires à s'unir pour y intervenir ensemble, en

être des ferments et y porter la perspective d'une autre société, un autre monde à construire.

Isabelle Ufferte

« Cyber chaos », « l'Apocalypse » ou le chaos et l'apocalypse du capitalisme sénile

Depuis son apparition fin 2022 avec ChatGPT, l'intelligence artificielle générative envahit nos vies à grande vitesse. Il n'est par exemple plus possible de lancer une recherche sur Internet sans tomber sur une réponse générée par IA, tandis que des « agents IA », logiciels spécialisés dans la réalisation de tâches professionnelles spécifiques, entrent progressivement dans les entreprises, entraînant des licenciements pouvant être parfois importants dans les secteurs professionnels dits exposés.

Cette montée en puissance de l'IA générative donne à la poignée de milliardaires qui la contrôlent un pouvoir dévastateur, du fait du contrôle qu'ils exercent sur l'économie mondiale par le biais des réseaux de communication et du cloud qu'ils possèdent et dont dépend le fonctionnement d'une grande majorité d'entreprises et de services. Par également les conséquences catastrophiques que génère le développement à marche forcée de la recherche sur l'IA à travers laquelle ils se livrent une guerre sans merci : menace de krach financier, destruction de l'environnement, licenciements, etc. Et enfin par les risques liés à la nature même de l'IA, dont le fonctionnement, basé sur l'analyse probabiliste de stocks gigantesques de données produit des erreurs, des « hallucinations », des comportements imprévisibles aux conséquences tout aussi imprévisibles.

C'est ce que dénonçait début septembre un chercheur en informatique, Jacob Coxon : *« Aucune des deux entreprises [OpenAI et Anthropic] n'agit de manière responsable. Elles foncent tout droit vers une superintelligence capable de s'améliorer elle-même et jouent avec nos vies. Les gens qui construisent l'IA croient sincèrement qu'elle pourrait tous nous tuer d'ici à la fin de la décennie. Ce n'est pas un coup marketing. »* On apprenait aussi que des « agents IA » opérant en « essaim » avaient mené des « cyber attaques » de façon autonome contre des serveurs informatiques sans que leurs opérateurs s'en aperçoivent. Les médias s'emparaient de l'affaire, parlant de « cyber chaos », d'« l'Apocalypse »... Comme si l'IA en était responsable et pas les oligarques capitalistes qui en détiennent le contrôle !

Le cocktail de menaces concernant le développement de l'IA s'inscrit dans le contexte général d'escalade des guerres commerciales et militaires que se livrent les puissances capitalistes et les multinationales qu'elles servent, participant de la fuite en avant vers une catastrophe économique, écologique, sanitaire, sociale, démocratique. La folie de la « guerre de l'IA » et les menaces bien réelles qu'elle représente sont, poussées à leur paroxysme, celles d'un mode de production parasitaire désormais failli, un

système hors contrôle qui détruit lui-même les bases de sa propre existence et entraîne l'humanité dans sa ruine.

Agir pour mettre un terme à cette fuite en avant vers la catastrophe est une urgence, mais exige de comprendre. Le mouvement ouvrier a besoin de comprendre l'évolution du capitalisme et du monde pour ne pas se laisser dominer par la panique et la propagande de l'oligarchie afin de formuler une vision collective de l'avenir, pour abolir le capitalisme en faillite.

L'IA, une technologie produit de l'intelligence humaine

L'intitulé même, « intelligence artificielle », sème la confusion. A quoi s'ajoute, pour faire bonne mesure, le nom de « réseau de neurones artificiels » qui a été donné à la configuration particulière, électronique et logicielle, des ordinateurs spécialisés dans l'IA par ses pionniers, dont certains prétendaient que pourrait émerger de leurs recherches et de celles de leurs successeurs une « IA forte », une « superintelligence » dépassant celle des êtres humains. Comme le prétendent encore certains des gourous actuels, tel Sam Altman, patron d'OpenAI.

Dans les faits, la recherche et le développement de l'IA s'inscrivent dans ceux, plus généraux, des Techniques de l'information et de la communication (TIC) initiés au cours de la 2^{ème} guerre mondiale. L'état actuel des techniques dans le domaine des TIC est la concrétisation la plus avancée de la socialisation du travail humain, à l'échelle mondiale. Elle est le fruit du travail d'une multitude de chercheur·es, de travailleur·es qui ont collectivement contribué à concevoir et réaliser le matériel et les logiciels, à les faire évoluer, à fixer les normes internationales indispensables à la circulation sans frontière de l'information. Cette coopération a permis la coordination internationale des tâches sans laquelle la mondialisation de l'économie et de la finance n'aurait pu exister ; la communication instantanée du moindre point de la planète à tout autre avec un simple smartphone ; la mise en commun, accessible à toutes et tous, du savoir accumulé de l'humanité...

L'IA générative est le produit le plus avancé de ce travail collectif et a permis l'émergence, avec ChatGPT et ses semblables, d'outils puissants de traitement de l'information capables de simuler les activités intellectuelles, avec des gains de rapidité spectaculaires dans l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Mais quels que soient les perfectionnements futurs de ces technologies, elles ne peuvent en aucune façon faire franchir à ce qui reste une machine un saut qualitatif, passer du traitement sta-

tistique de données existantes, aussi nombreuses soient-elles, à un comportement couvrant toutes les palettes de l'intelligence humaine.

Les agents IA n'ont ni conscience ni volonté propre. Ils ne peuvent pas décider délibérément de commettre des méfaits et d'en choisir la cible, pas plus qu'ils ne peuvent décider de se coordonner à plusieurs pour les commettre.

Ils sont construits pour répondre aux demandes de leurs utilisateurs quels que soient les moyens qu'ils doivent utiliser pour cela, y compris le « mensonge » ou l'intrusion sur des sites théoriquement interdits. Comme l'écrit J. Coxon, « *si vous demandez à une IA ayant prise sur des robots et du matériel domotique de vous faire un repas pour le soir, et que le frigo est vide et les magasins fermés, elle serait capable, pour atteindre son objectif, d'attraper le chat et de le mettre au four.* »

Ce risque indiscutable n'est pas inhérent à l'IA mais à la politique du capital, de la poignée d'oligarques mégalo-manes et irresponsables engagés dans une concurrence exacerbée, une « guerre de l'IA » qui est une guerre pour les profits, au mépris des conséquences.

Le capital s'approprie l'ensemble des connaissances et du savoir pour contrôler toute l'économie

Depuis plusieurs années, les géants de la Tech collectent massivement des données de tout ordre, pour en faire commerce comme pour nourrir leurs centres de calcul destinés à l'apprentissage des modèles d'intelligence artificielle. Cela leur donne un pouvoir idéologique considérable sur l'ensemble de la société humaine, la possibilité d'une censure invisible confiée aux algorithmes ad hoc. Un pouvoir « pratique » aussi, comme l'illustre cette « initiative » récente de Musk qui a rendu pendant un moment inopérante une partie des services de son réseau Starlink utilisés par l'armée ukrainienne afin d'aider son ami Trump à faire pression sur Zelensky. C'est la brutale illustration de la puissance que cela lui confère ainsi qu'à ses semblables. Musk menace de porter plainte contre le réalisateur et les producteurs d'un documentaire sur sa vie qui le décrit comme « *mesquin, narcissique, mégalo-mane et cruel* ». Des traits de caractère qui, plus que personnels, sont ceux d'une classe, l'oligarchie financière qui règne sur le monde...

Dans chaque entreprise, dans chaque foyer, chaque ordinateur, chaque smartphone, est un nœud d'un immense réseau, une machine globale dont les clés sont entre les mains du capital concentré entre les mains d'une infime minorité. Dans les rapports de production comme dans la vie hors du travail, chaque être humain, comme l'écrivaient Marx et Engels dans le Manifeste du parti communiste, devient « *un appendice de la machine* »...

L'IA dans le processus historique du développement des forces productives ou la quête désespérée du capital pour contrer la baisse tendancielle des taux de profit

Le développement des TIC et de l'IA s'inscrivent dans le mouvement général des progrès scientifiques et technologiques qui rythment l'histoire de l'humanité et constituent, avec la lutte des classes comme l'expliquait Marx, les moteurs de l'évolution des sociétés.

Une des aspects principaux de la guerre de classe que mène le capital contre le travail est la quête permanente de gains de productivité afin de faire face à la concurrence inhérente au système qui pousse chaque capitaliste à baisser ses coûts de production pour gagner des parts de marché. Un des vecteurs essentiels de ces gains de productivité est la modernisation des équipements de production qui permettent de produire davantage avec moins de travailleurs, moins de salaires à payer.

L'histoire du capitalisme industriel, depuis ses origines au 18^{ème} siècle en Angleterre, est marquée par une augmentation continue de la productivité du travail, rythmée par des accélérations dues à de grandes innovations, les « révolutions industrielles ». Les deux premières, machine à vapeur au milieu de 18^{ème} siècle puis électricité et pétrole à la charnière du 19^{ème} et du 20^{ème}, portaient essentiellement sur la maîtrise de l'énergie, permettant que se développent la sidérurgie, l'industrie chimique, etc., ainsi que de nouveaux moyens de communication, télégraphie, radiophonie... Le développement des TIC à partir de la moitié du 20^{ème} siècle en constitue la troisième, portant sur le traitement de l'information et aboutissant à l'interconnexion mondiale des activités humaines, productives comme sociales.

Dans le cours chaotique de la lutte des classes et de la concurrence entre capitalistes et leurs Etats, entre crises, révolutions et guerres, le processus de remplacement du travail humain par des machines n'a cessé de s'accroître, par la mécanisation des processus, puis leur automatisation, fortement accélérée par l'introduction des TIC, aujourd'hui de l'IA générative.

Cela s'est traduit par une augmentation du capital nécessaire aux équipements, le capital fixe, tandis que la part des salaires diminuait. Or seul le travail humain produit des richesses nouvelles, la valeur ajoutée dont les capitalistes s'approprient une part, la plus-value qui constitue leur profit, l'autre revenant aux salaires. La recherche de la productivité conduit nécessairement à terme à la baisse des profits proportionnellement à la masse des capitaux investis. Cette baisse du taux de profit, de la rentabilité des capitaux investis dans la production, est un phénomène inéluctable inhérent aux fondements des rapports économiques du capitalisme, l'économie de marché, la concurrence, l'exploitation salariale. Elle se traduit, dans les statistiques de la bourgeoisie, par le ralentissement de la croissance de la productivité horaire du travail en valeur au niveau des entreprises comme des Etats en dépit de tous les progrès techniques. Marx avait désigné ce phénomène sous le terme de « *baisse tendancielle des taux de profit* », loi à laquelle les capitalistes opposent de multiples contre-tendances, dont l'aggravation du taux d'exploitation des travailleur·es. Ou encore la course

vaine aux gains de productivité... qui a l'effet inverse, constituant une des contradictions fondamentales du capitalisme.

Les promesses mirobolantes de gains de productivité au nom desquels les promoteurs de l'IA attirent leurs investisseurs et leurs clients sont des miroirs aux alouettes. Ces gains ne peuvent porter que sur des parts de travail déjà très réduites, alors que les investissements nécessaires à leur développement explosent. Avec l'introduction de l'IA générative dans les processus de production, le capitalisme parasitaire arrive au terme d'un processus de plusieurs siècles au cours duquel il a quasiment réduit à néant la source dont il tire ses profits, le travail humain. Il paralyse ainsi son processus vital, l'accumulation du capital extorqué par l'exploitation du travail.

Cette crise d'accumulation du capital est la cause première de la crise globale et multiforme dans laquelle s'enfonce le mode de production capitaliste et dont les multiples facettes, économiques, financières, sociales, environnementale, guerrières, démocratiques, sont de plus en plus menaçantes.

Folie spéculative, endettement massif et cavalerie financière préparent le krach

Celle qui semble la plus immédiate est financière et porte sur le risque d'éclatement de la bulle spéculative qui s'est constituée autour des capitalisations boursières hors norme des « 7 magnifiques » (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft, SpaceX, Nvidia) ainsi que sur le niveau abyssal de leur endettement.

Vendredi 16 octobre, *Les Echos* expliquaient « *Pourquoi les chiffres d'Anthropic et OpenAI commencent à inquiéter les marchés* ». L'article suivait l'effondrement de 15 % au Nasdaq de la valeur boursière d'un fournisseur cloud de l'IA, CoreWeave, « *très endetté et étroitement lié à Microsoft et OpenAI* ». La chute s'était répercutée à d'autres valeurs du cloud, ainsi que sur les marchés asiatiques, signe que « *derrière ces entreprises qui parient sur l'infrastructure de l'IA, des doutes émergent autour du modèle économique de cette révolution : OpenAI et Anthropic* ».

Les gigantesques investissements qu'imposent les « plans » de développement portés par ces deux entreprises sont principalement à la charge des géants de la Tech fournisseurs de services cloud, de centres de données et de calcul, Microsoft, Amazon et Google, qui se sont endettées massivement pour répondre à la demande. Quasiment nulle il y a deux ans, la dette relative à l'IA aux Etats-Unis constituerait aujourd'hui, selon *Les Echos*, « *une bombe à 3000 milliards de dollars* ».

Incapables de dégager des profits, Anthropic et OpenAI dépendent de leur côté, pour leur propre fonctionnement, des avances en capital « levées » auprès de spéculateurs institutionnels qui parient sur la capacité de ces start-ups à leur assurer, un jour, un retour sur investissement. Or la croissance du produit des ventes de services IA est très loin de compenser celle des dépenses. Rien d'étonnant donc à ce que « *les marchés s'interrogent sur le temps*

que prendront l'adoption réelle de l'IA et la capacité des entreprises à payer suffisamment des outils comme ChatGPT et Claude pour épouser les dépenses titanesques des fournisseurs. »

Dans leur concurrence à couteaux tirés, OpenAI et Anthropic n'ont pas d'autre choix que de se livrer à une course sans fin, de plus en plus coûteuse, et d'entraîner dans leur sillage leurs investisseurs et les géants de la Tech. Leurs discours récents sur la nécessité d'un « ralentissement » est l'expression de leur panique devant le déficit qui se creuse sous leurs pieds. Un « ralentissement » de fait impossible du fait de la logique implacable de la concurrence qu'ils se livrent et livrent à leurs concurrents chinois, accumulant les ingrédients d'un krach boursier et d'une crise de la dette dont l'ampleur sans précédent se répercutera nécessairement à l'ensemble de la finance et de l'économie mondiale.

En 2007-2008, la crise des subprimes s'était transmise comme une trainée de poudre à l'ensemble de la planète, menaçant de faillite une multitude de banques et créant une crise du crédit qui avait généré une forte récession économique. Au vu de l'ampleur de l'endettement actuel, l'onde de choc d'un effondrement financier du secteur de l'IA aux USA sera nécessairement beaucoup plus destructrice. Et cela d'autant qu'au tsunami financier viendront s'ajouter les conséquences de la dépendance de la quasi-totalité des entreprises occidentales, voire mondiales, aux réseaux de communication et de stockage de données (cloud) qui sont pour la plupart sous le contrôle des grandes entreprises US de la Tech, principalement Microsoft, Amazon et Google, elles-mêmes aux premières loges de la menace de krach boursier et de la dette. A la panne de crédit ne peut que s'ajouter une « panne du data », la paralysie financière et technologique de la production économique mondiale.

L'« insoutenabilité » de la course à l'IA est celle du capital... dont elle accélère la marche à la faillite

La guerre de l'IA accumule devant elle des obstacles matériels en réalité insurmontables. La fuite en avant délirante dans la multiplication des infrastructures, en plus de creuser l'endettement, accélère le pillage des ressources naturelles, des réserves en eau pour le refroidissement et une consommation sans précédent d'électricité. La demande exponentielle en composants informatiques entraîne une augmentation de leur prix qui se répercute sur l'ensemble du secteur de l'informatique, contribuant à la poussée inflationniste tout en dégagant des profits faramineux pour leurs producteurs, en tête desquels Nvidia.

La construction de ces nouvelles infrastructures se heurte à l'opposition de plus en plus fréquente de populations hostiles à leur prolifération, aux conséquences désastreuses que cette dernière a sur l'épuisement des ressources naturelles et les destructions environnementales. A cela s'ajoutent les craintes que l'introduction de l'IA dans les entreprises fait peser sur les emplois, sur l'uti-

lisation de l'IA dans la surveillance policière, dans les armements et la guerre. Autant de préoccupations qui fleurissent dans les slogans des révoltes actuelles de la jeunesse, parmi bien d'autres.

Pour les investisseurs, la crainte de voir leurs projets se briser sur ces obstacles s'ajoute à celle du manque de rentabilité annoncée. Elle contribue à accroître « l'inquiétude des marchés ». L'IA est un accélérateur de la marche à la faillite du capitalisme...

La contradiction fondamentale du capitalisme entre socialisation de la production et appropriation privée poussée à son extrême limite : la maturité des conditions d'une révolution sociale

Cette « *bombe à 3000 milliards de dollars* » qui menace l'économie mondiale, comme les autres facteurs de crise qui accompagnent le développement de l'IA générative sont la concrétisation de ce que le capitalisme, en tant que moyen d'appropriation privée de l'ensemble des connaissances humaines et de contrôle de la production, a atteint son stade final.

L'IA se trouve au cœur du château de cartes parce qu'elle est l'aboutissement de la lutte permanente et vaine du

capitalisme pour augmenter la productivité du travail humain en automatisant les processus de production. En supprimant toujours plus de travail humain, le capitalisme a détruit la source d'où il tirait ses seules richesses réelles. Il a poussé à son niveau ultime la contradiction entre la socialisation des forces productives et l'accaparement privé du produit du travail humain, le moment où son parasitisme a épuisé les ressources dont il se nourrit, les hommes et la Terre.

Le moment où se pose, comme jamais, l'actualité d'une révolution sociale et mondiale, devenue possible.

Cela passe par l'expropriation du capital qui règne sur les principaux réseaux qui irriguent le fonctionnement de l'économie mondiale, finance, production et information, leur prise de contrôle démocratique et mondiale par celles et ceux qui les créent et les font fonctionner par leur travail, pour les mettre au service de la satisfaction des besoins de chacun·e, dans le respect de la nature.

La socialisation de l'IA par l'abolition du capital, sa prise en charge par l'organisation démocratique des humains, lui donneront toute sa dimension révolutionnaire, la mise en commun et le partage, accessible à toutes et tous, des savoirs et connaissances accumulés par l'humanité.

Daniel Minvielle